

Conclusion

Quoi de neuf sous le soleil militant ?

Au regard des différentes expériences militantes retracées au fil des pages de ce livre collectif, se pose la question de savoir s'il s'avère en fin de compte légitime de parler de « nouvelles » formes d'engagement. La réponse ne peut qu'être nuancée. C'est vrai, comme l'ont montré Lilian Mathieu et Bruno Frère, il ne fait pas de doute que bien des traits de ces fameux nouveaux collectifs militants caractérisaient en réalité déjà souvent des formes plus anciennes. Ainsi par exemple, la convivialité et la richesse du lien social que nombreux font valoir dans leurs justifications viseraient essentiellement à transcender par « le plaisir de lutter ensemble » les dynamiques de grèves et autres blocages brutaux, ces « vieilles stratégies qui ne fonctionnent quasiment plus » (Porte, Cavalié, 2009, p. 7-8). Pourtant, ce faisant, ces nouveaux militants ne font que réactiver le désir d'affirmer médiatiquement une identité afin d'assurer la consolidation d'un collectif, nécessité qui a été celle de tous les répertoires d'action collective à ce jour. D'ailleurs une valeur comme celle de la convivialité a toujours été centrale dans l'histoire des organisations coopératives ouvrières, qu'elles soient de consommation ou de production (Frère, 2009a).

L'organisation en réseau, critique des formes de lutte « traditionnellement » plus hiérarchisée ne fait que réactiver des formes de coordinations déjà expérimentées par les alternatifs des années 1980, par les féministes post-soixante-huitardes voire même par les socialistes associationnistes et libertaires du milieu du XIX^e Siècle. La question de l'organisation autogérée du travail et de la coordination de groupe locaux militants autonomes (ou « conseils ») au sein d'un rhizome de fédérations non unifié et non centralisé fut quant à elle largement approfondie par les *sociaux-barbares* dans les années 1950, par les luxemburgistes dans l'entre-deux guerres ou par les proudhoniens de la *Première Internationale*. Et tous ces mouvements se prononçaient déjà sur la nécessité de limiter au mieux la possibilité même du pouvoir en assurant une pression sur des portes parole toujours élus pour un temps et susceptibles en permanence d'être révoqués et remplacés (dans une dynamique de rotation permanente des tâches de représentations). Le rejet de la soumission

hiérarchique et la mise à l'index de l'idée même de direction du mouvement (incarnée par des intellectuels éclairés ou un parti politique, guide de la révolution) ne datent pas d'hier.

De même, il n'est pas certain que comme le suggère Jacques Ion que « l'engagement distancié » soit caractéristique des formes contemporaines et « l'engagement total » des formes traditionnelles. Si la distinction entre les deux profils militants s'avère pertinente, il a y fort à parier qu'on la retrouvait déjà largement jadis, à une époque où l'écosystème communiste était au faite de sa puissance. Et dans le même esprit, si l'anticapitalisme n'est pas mort, comme tendent à le prouver les jeunes militants du logiciel libre ou de l'économie alternative et solidaire, c'est davantage la pression du contexte idéologique gestionnaire défavorable et les exigences qu'il fait peser sur tout un chacun qui conduit le thème à être rabattu sur l'action concrète, ici et maintenant. Mais là encore, le fameux « penser global agir local » des altermondialistes des années 1990 fut très largement préfiguré par les néo-ruraux des années 1970 ou par les représentant des premières coopératives et mutuelles au sein par exemple de la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) au milieu du XIX^e siècle.

Si donc ces thématiques, dans leur ensemble, sont effectivement centrales pour les collectifs évoqués tout au long des pages de cet ouvrage, il semble nécessaire de préciser que leur omniprésence dans la littérature et dans la presse tient en partie au fait qu'elles accèdent davantage à la visibilité maintenant que la critique à vocation totalisante de l'acteur social historique que fut le prolétariat s'est dans une assez large mesure effritée. Mais elles ont toujours existé.

Au delà des mots : changer le monde en acte

Ceci étant dit, et les chapitres refermant le présent ouvrage n'iraient pas à l'encontre de ce constat, si l'économie interne des mouvements sociaux reste similaire et en appelle à des débats presque séculaires (participation Vs représentation, division du travail Vs autogestion, entre soi convivial Vs lutte collective, engagement local Vs global, etc.), on ne peut guère nier que le cadre des luttes a changé et que ce n'est pas sans effet sur leur nature profonde.

Aujourd'hui les gouvernements promeuvent l'austérité comme une adaptation nécessaire, inéluctable. Arguant du bon sens, s'impose l'obligation de mieux gérer les deniers publics « en bon père de famille ». Mais ce discours qui se veut simplement « réaliste » n'est finalement qu'un mode d'interprétation idéologique (parmi d'autres) de la réalité. Il se fait le

vecteur d'un nouveau mode de domination, managérial, qui subordonne en quelque sorte le politique à l'économique. Il n'y a plus d'opinion à faire valoir que sur le choix des « gestionnaires » de nos destins. Dans cette logique la politique n'a plus aucun sens. C'est accepter, comme le montre Luc Boltanski (2013), que la démocratie n'ait plus droit de cité puisque un seul principe est avancé pour organiser et guider la société : la « nécessité » (de la situation économique) face à laquelle il faut impérativement s'adapter par la rigueur et l'austérité. A quoi bon oser la manifestation d'une opinion dans la rue, dans la presse ou ailleurs, dès lors que nous n'avons « pas le choix » ? Ce nouveau modèle managérial de domination, valorisé dans ce que l'on pense être son « pragmatisme », joue sur la peur pour éradiquer la possibilité du politique : *« ne contestez pas car si nous n'agissions pas en ce sens – et exclusivement en ce sens – ce sera pire. Et les grèves, ralentissant la productivité, ne feront que nous précipiter plus vite dans le mur »*. Ce pragmatisme et ce réalisme là, qui font mine d'être a-idéologiques, sont des idéologies au sens plein du terme (le propre des idéologies étant le plus généralement de ne pas se reconnaître comme telles) : elles mettent la technicité au pouvoir pour évincer la possibilité de choix collectifs.

Face à ce cadenassage de la *réalité* et de l'unilatéralité du point de vue qui entend dire ce qu'elle *est intimement*, quelles formes d'action reste-t-il ? Comme l'indique toujours Lilian Mathieu, la manifestation citoyenne et la grève syndicale conservent un sens, comme en atteste d'ailleurs le fait que, en dépit de leur disqualification symbolique, elles constituent toujours en 2010 l'essentiel de la pratique contestataire (CPE, réforme des retraites, ...). L'une et l'autre consacrent encore la prévalence du geste politique dans l'espace des luttes contemporaines, lequel interpelle nos responsables. Elles restent les lieux où s'articulent un langage politique dans un monde qui voudrait pouvoir s'en passer puisque la « bonne gouvernance » (avec ses cortèges d'experts et d'évaluateurs) doit, dans sa logique gestionnaire, se suffire à elle-même.

Mais l'on sait aussi, y compris du côté syndical, que s'en tenir à des slogans verbaux dans la rue est partiellement contre-productif puisque cela n'affecte en rien « la mégamachine », pour reprendre l'expression de Serge Latouche (1995). Beaucoup d'activistes contemporains pensent remarquer, dans son sillage, que ce sont les institutions du capitalisme financier qu'il convient aussi d'aller griffer : les places financières, le FMI, la Banque Mondiale, les systèmes de transactions financières, ... On peut mesurer d'ailleurs la justesse de cette prise de conscience à la réaction des dites institutions : il n'a pas fallu longtemps à la police pour évacuer par la force Wall Street de ses Indignés. Dès-lors qu'une manifestation ou une grève ne dérange que le citoyen lambda, sans miner nullement les dispositifs de

dominations, ne faut-il pas aussi réfléchir (avec ce citoyen) aux actions plus directes qu'il conviendrait de lui adjoindre vers l'émancipation ?

La manifestation ou la grève, c'est vrai, restent une épine politique dans un corps social que l'on croit pouvoir soigner par la seule cure managériale. Mais disons que d'autres modes d'engagement, parmi lesquels ceux abordés dans ce collectif, sont également nés pour pallier ses carences face au capitalisme, certes, mais aussi face à l'État lorsque ce dernier se rend lui-même coupable d'injustice ou se fait l'allié objectif de consortium industriels (on pensera aux faucheurs volontaires, aux casseurs de pubs, à Greenpeace et aux autres collectifs qui n'ont malheureusement pu, faute d'espace, trouver une place ici). Ces groupes rassemblent des individus sur une base plus mince et sur des objectifs plus restreints que le militantisme habituel. Et ce, dans une démarche souvent plus morale que politique : le respect de l'environnement, la défense des sans-papiers, le respect des droits de l'homme, le soutien de petits paysans au nord ou au sud, le refus de l'envahissement de l'espace public par les enseignes privées, etc.

Ici, la mobilisation peut être très efficace car elle se fait au « coup par coup ». Par exemple créer un comité de parents pour agir contre l'expulsion d'une famille précise de sans-papiers (parce que l'un des enfants de cette famille est le camarade de classe de son propre enfant, qu'il est déjà venu jouer à la maison, etc.) peut s'avérer d'une redoutable efficacité. L'enjeu pourra notamment être d'héberger les enfants menacés d'expulsions afin de s'assurer que la police, en se rendant au domicile des parents, ne puisse pas les y trouver et procéder à l'arrestation de la famille entière. Dans la galaxie des nouveaux mouvements d'activistes militants né en ce début de XXI^e Siècle, RESF grippe donc la machine policière et celle de la gestion, de la politique du chiffre (qui est bien souvent celle du gouvernement français) au même titre que la grippe, à une autre échelle, certains activistes écologistes déguisés en clowns lors de leurs actions « coup de poings » et qui remplissent leurs poches d'une multitude d'objets loufoques pour confiner toute tentative de fouille à l'absurde.

Dans le même registre *pratico-pratique*, les acteurs de l'économie alternative et solidaire, en s'engageant par exemple dans une AMAP, ne font pas que dénoncer verbalement un réseau d'enseignes de grandes surfaces capitalistes (Carrefour, etc.) dont on connaît l'attitude draconienne à l'égard des employés et sous-traitants. Ils réinventent également concrètement une économie locale coopérative et mutuelliste dont le succès croissant risque peut-être un jour d'inquiéter les dites enseignes qui avaient jusque là pour habitude de dicter ce que pouvait être la réalité de la consommation. En lieu et place d'une critique verbale, sans corps, c'est à une critique matérielle d'émancipation directe, parfois irréfléchie en tant que

telle, que se s'adonnent les coopérateurs de ces groupes d'achat.

Ce que nous avons qualifié dans l'introduction d'*externalités critiques* prend à ce titre tout son sens avec les chapitres de Bruno Frère ou de Fabrice Ripoll. Si l'on vient à l'AMAP ou au restaurant coopératif tel que le Flamboyant pour des raisons extrêmement variées (désir égoïste de se fournir en aliments bio sans intrants chimiques nocifs, volonté d'économiser quelques euros, etc.), il s'avère que l'on en contribue pas moins à renforcer un modèle économique où se côtoient propriété collective, autogestion et démocratie directe, même si c'est à des degrés parfois aléatoires.

Les niveaux d'engagement y sont certes variables (allant du statut de simple consommateur au porteur du projet prêt à s'épuiser dans l'action), comme ils l'ont d'ailleurs toujours été dans les mouvements sociaux relèverait Lilian Mathieu. Mais ce qui caractérise ces collectifs récents est probablement le fait qu'ils esquissent, parfois maladroitement, des pratiques qui échappent partiellement au cadrage des institutions marchandes avalisé par le droit et l'État : concurrence, main invisible, marché libre et non faussé, propriété privée des moyens de productions et du capital d'investissement, etc. Pour ces institutions, dans le cas de l'économie solidaire comme dans le cas de RESF, le danger n'est en définitive pas si anodin. En témoignent par exemple la surveillance accrue de la part des Renseignements Généraux que connaissent certains groupes de parents ou les procès déjà intenté à des SELs¹.

Et justement. À côté des SELs, très nombreux outre-Atlantique, des pays comme l'Argentine ou le Brésil voient chaque année des entreprises diverses et variées être reprises en coopératives par leurs travailleurs. Tout n'y est pas rose et le fameux « *on produit, on vend, on se paie* » est souvent périlleux à réaliser. Mais les succès sont de plus en plus nombreux là où des patrons classiques, managers hautement compétents, ont déclarés forfait (citons pêle-mêle l'usine métallurgique Impa, l'hôtel le Bauen, l'imprimerie Chilavert, la fabrique de carrelage Fasinpat). Au regard de ces expériences, on peut aussi se demander au passage pourquoi la réflexion autogestionnaire peine chez nous à se redéployer à l'heure où syndicats et partis réunis, pour toute alternative aux délocalisations et aux fermetures de sites (Arcelor-Mital, etc.) n'ont pour seul imaginaire que celui de la quête de « repreneurs crédibles » et de « nouveaux investisseurs » étrangers. Lesquels naturellement, feint-on de penser, ne délocaliserons pas eux aussi à la première occasion venue. Tout se passe en effet comme si les

¹ . Par exemple le retentissant procès du SEL en Ariège où un seliste fut condamné pour concurrence déloyale à l'occasion de la rénovation de son toit : Le monde des mardi 18 novembre et jeudi 20 novembre 1997, *Libération* du 7 janvier 1998, *Le Figaro* du 8 janvier 1998, etc.

piliers traditionnels de la concertation politique de nos sociales démocraties « occidentales », étaient chacun à ce point encore imprégné de l'imaginaire de la société salariale qu'ils ne parvenaient pas à envisager qu'une économie différente puisse se rêver au delà du triptyque traditionnel : actionnaires investisseurs - patrons (PDG et managers) – employés salariés, éventuellement syndiqués. Ce constat n'a pas pour moindre paradoxe de pointer le fait que la structure sociale même du capitalisme semble aussi nécessaire à ceux qui entendent le combattre qu'à ceux qui elle profite largement.

Le cas du mouvement *libre* dont a parlé Gaël Depoorter est illustratif. Ses origines remontent à la privatisation des logiciels informatiques. La prise de contrôle par des entreprises privées s'est en effet traduite progressivement par l'interdiction de copier, modifier et diffuser les codes sources de programmes évoluant, du coup, en logiciels *propriétaires* dont est vendue uniquement une licence d'utilisation temporaire. C'est ainsi que Microsoft a pu installer son quasi-monopole. En réaction à cette fermeture des logiciels et à ses impacts, une communauté d'informaticiens et de passionnés se constitue, à la faveur du déploiement accru d'internet, pour créer des logiciels dont les codes sources restent accessibles à tous. Ici encore, il se peut que l'origine de la création du logiciel libre ait été partiellement motivée par des raisons relativement égoïstes de techniciens qui se voyaient privés de la possibilité de personnaliser un certain nombre d'outils. Et aujourd'hui encore une série de développeurs se retrouve sur les réseaux Linux principalement parce que le logiciel libre leur semble gage d'une plus grande qualité et fiabilité technique, loin d'une volonté délibérée de porter atteinte au capitalisme. Mais toujours est-il que, ayant agrégé nombre de militants autour de sa cause, la communauté de *l'open source* s'est développée au point d'inquiéter Microsoft, toujours aux aguets des offensives juridiques possibles à l'encontre de ses promoteurs.

Comme pour les autres activistes peuplant notre ouvrage collectif, les libristes s'investissent pour des raisons diverses et leurs profils sont infiniment variés (« RMIste » ou chômeur, jeune autodidacte éjecté prématurément du système scolaire, colporteur de simplicités volontaires, diplômés déclassés, squatteur punk, repris de justice, ancien universitaire démotivé, etc.). Mais comme l'évoque bien Gaël Depoorter, il s'est agit, et il s'agit toujours souvent de convertir une préoccupation (voire une frustration) personnelle en enjeu collectif, en critiquant de manière radicale l'agencement de la réalité de cet ordre social que constitue le marché de l'informatique. En posant la liberté, celle de copier, de distribuer, d'étudier et d'améliorer un programme comme valeur en soi, c'est la question de

l'émancipation et de la coopération qui se pose au cœur même d'une activité pratique qui, a priori, n'a rien de politique. Pourtant, sur cette *ligne de moindre résistance*, c'est l'opportunité de se réapproprier les outils (des logiciels, des techniques, des savoirs, etc.) nécessaires à une prise d'autonomie individuelle et collective qui se joue.

La grande force de ces nouvelles actions, de RESF aux mouvements gays les plus récents en passant par le logiciel libre, c'est qu'elles parviennent à rendre tangibles des messages politiques qui ne prennent pas spécialement la forme d'un *logos* rationalisé mais d'une *praxis* perturbatrice d'une réalité trop bien lissée par les discours officiels (« *vous comprenez, on ne peut pas accueillir toute la misère du monde* », « *faire ses courses chez Carrefour, c'est aussi assurer l'emploi des salariés* », « *il faut bien des investisseurs privés pour assurer le redressement de la croissance* », « *l'autorisation à adopter pour les homosexuels ne peut être votée car il faut avant tout faire prévaloir l'intérêt de l'enfant, lequel n'est pas assuré* », etc.).

Nous l'évoquons, s'il est une distinction à poser avec les formes plus "classiques" de la critique sociale, y compris (voir surtout) leur frange radicale, c'est sans doute que celles-ci se sont moins soucies de forger ici, et maintenant, des pratiques "existentielles" autres, laissant cette tâche pour "après" la transformation politique. Combien de « critiques » ne s'en prennent-ils précisément pas abstraitement au néo-libéralisme ou, se revendiquant un peu vite de l'École de Francfort ou de Bourdieu, aux personnes *aliénées* par une consommation de masse décervelante tout en fréquentant avidement pour leur part centres commerciaux et autres enseignes classiques, nantis de leur seule et suffisante bonne conscience ? Combien de contestataires avides de dévoiler toutes les formes contemporaines de dominations n'ont-ils pas laissé le soin à leurs épouses de s'occuper du ménage et des enfants ? Combien d'humanistes n'ont-ils pas choisi pour leurs progénitures des écoles à faible mixité sociale « pour la qualité de son enseignement ? » C'est vrai, il est souvent difficile de résister à certains schèmes imposés par le monde tel qu'il est, tel qu'il va. Comme il est par exemple difficile de résister aux sirènes de l'économie libérale financiarisée, laquelle nous offre la possibilité de dividendes actionnariales alléchantes et sécurisées pour notre épargne, alors même que, comme l'évoque Dacheux, se multiplient les coopérative bancaires comme la NEF réputées certes moins rémunératrices mais pourtant bien plus créatrices d'alternatives effectives que nos simples sermons résolument anticapitalistes.

La question de savoir quelles attitudes il nous est possible d'adopter pour gripper aujourd'hui la mégamachine dans sa réalité est sans doute plus présente dans les formes d'engagement les plus contemporaines.

Une repolitisation du monde vécu ? Forces et failles et de la citoyenneté pratiquée

Les traits marquant la distinction entre « nouvelles » et « anciennes » formes d'engagement, si distinction il y a, ne sont donc en définitive peut-être pas ceux que l'on croit. Et ils le sont d'autant moins qu'aux côtés de qualités singulières valorisables - comme celles de leur efficacité pratique ou de leur capacité naissante à altérer mes institutions économiques et politiques - d'autres parmi ces traits posent de réelles questions.

La littérature spécialisée envisage ces collectifs multiformes comme étant les premiers acteurs d'une repolitisation du quotidien, au sens noble du terme. Ils ne sont jamais référés au monde « politique » alors même qu'ils traduisent « une citoyenneté modeste, ordinaire ». Il s'y jouerait, selon les spécialistes, bien autre chose qu'une simple et fragile stratégie de survie, de débrouille : la gestion de l'espace public où l'on se trouve en lien avec autrui (Chaniel, 1998). Ce qui peut-être devient possible, dit-on, « c'est un engagement public de couches dominées qui soient au moins partiellement autonomisées des structures de représentations dominantes » (partis ou syndicats), « l'affranchissement des appartenances et des canaux obligés d'expression, la potentielle inscription du politique au sein même des actions sur le terrain, l'éventualité d'un exercice renouvelé de la démocratie » (Ion, 1999).

Ceci est vrai de l'engagement à RESF, réseau au sein duquel Claudette lafaye et Damien de Blic ont montré combien les discours surplombants ou les catégories politiques et syndicales traditionnelles (relatives par exemple aux évolutions du capitalismes et aux migrations du prolétariat à l'ère de la globalisation) étaient non seulement inopérante mais aussi passablement rejetées au profit de catégories relatives au proche et la communauté (le quartier, les voisins, les amis des enfants à l'école, etc.). Certes, il existe chez RESF un travail politique qui vise à faire émerger une certaine modalité du général faite du cumul des situations dénoncées, ce qui d'ailleurs maintient ouverte la possibilité d'une ouverture vers les autres mouvements sociaux dénonçant les injustices vécues par d'autres minorités (homosexuels, etc). Mais ce travail n'est encore qu'une ébauche de liaison entre des situations particulières toujours très inscrites territorialement. Et l'on reste loin de la possibilité de renouer avec un véritable travail d'émancipation transversal. Or, pour faire passer les dominés d'un état fragment à un état collectif, il faut détacher les acteurs de leurs anciennes

appartenances collectives pour en faire des individus autonomes qui peuvent recomposer des collectifs d'un genre nouveau (Boltanski, 2009, p. 73). Ce qui revient à recomposer à partir de critiques ordinaires et singulières d'acteurs variés, engagés dans des disputes différentes (pour les sans papiers, pour les homosexuels, pour les désaffiliés, etc.), une théorie métacritique (ou radicale) susceptible de s'en prendre non plus à la façon dont sont mises en œuvre les épreuves quotidiennes de la réalité (discriminations, domination de classe, etc.) mais à la réalité elle-même, trop bien figée par la façon dont les institutions évoquées plus haut la qualifie (*Ibid.*, p. 60).

Cette recomposition, les militants de la cause des pauvres dont nous a parlé Frederic Viguier semblent également s'en tenir éloignés. Comme l'écrit l'auteur, ils tiennent avant tout à mettre en scène, dans leurs récits d'engagement, le choc moral de la découverte et de l'urgence créées par les situations de pauvreté, plutôt que de dénoncer la logique politique et sociale qui produit ces situations de pauvreté. Ils insistent sur le caractère circonscrit, spécifique et pragmatique de leur engagement : les pauvres, ce ne sont plus tous les ouvriers et exploités. Ils n'utilisent pas le lexique classique de la politique partisane et font de la pauvreté une urgence morale nationale qui transcende supposément les conflits sociaux et requiert le soutien de la « solidarité nationale ».

Mais leur protestation est doublement limitée : par la nécessité de ne pas nuire aux intérêts immédiats des personnes pauvres dont ils ont la charge quotidienne et par la nécessité d'obtenir de l'État les conditions financières d'exercice de l'assistance. Critiquer d'une part les institutions sensées traiter la question sociale c'est risquer de se voir priver d'autre part des fonds nécessaires à l'action. Plusieurs dispositifs d'économie solidaire sont également pris, au piège : l'État qui a vu en ces associations les structures idéales susceptibles de le suppléer dans le traitement du chômage, conditionne ses subventions à une stricte politique du chiffre : combien de personnes sans emplois ont-elles retrouvé le chemin de l'emploi grâce à tel Pôle d'économie solidaire ou tel service de proximité ? A-t-il correctement joué leur rôle de passerelle vers l'entreprise grâce au dispositif de subvention partielle des postes suggérés en leur sein ? C'est donc toute l'ambiguïté des liens qui rattachent toujours davantage ces nouvelles formes d'engagement aux pouvoirs publics que souligne l'ensemble de nos contributions. Aux prises avec les impératifs d'interventions qui sont les leurs, elles ne se posent plus ni la question de la nature de leur rapport (dépendance ?) à l'État ni celle de la contiguïté de leurs problématiques avec des associations ou réseaux tierces.

Viguier le souligne par exemple en parlant d'ATD quart-monde. Les employés « aidés »

par pléthores de dispositifs publics retrouvent rarement le chemin de l'emploi stable ordinaire. La lutte contre la pauvreté et l'exclusion, élément important de l'encadrement des classes populaires à l'ère du chômage de masse endémique, fonctionne comme une prophétie autoréalisatrice : loin de forcer l'inscription des « exclus » au cœur du dispositif productif, elle libère celui-ci du poids de ceux qu'il apprécie en tant qu'outsiders utilisables et jetables à merci et dont le salaire est, en sus, pris partiellement en charge par la collectivité. De nombreux acteurs commencent en effet à réaliser qu'il est absurde de vouloir « réinsérer » des « exclus » dans un marché de l'emploi qui n'existe comme tel que parce qu'il a l'opportunité précisément de disposer d'une sous-classe de travailleur flexible et peu chère (puisqu'elle est subventionnée) suffisamment importante pour servir de main d'œuvre d'appoint en temps opportun. Mais quel portée donner à ce constat dès-lors qu'il ne peut s'appuyer sur aucun dispositif métacritique externe susceptible de recueillir également les dénonciations des épreuves subies par d'autres « exclus ».

Dans le même mouvement, ils sont également toujours plus nombreux à refuser d'utiliser précisément cette même d'exclusion qui fait porter aux individus la responsabilité de leur marginalité, de leur soi-disant différence, parce qu'ils ne seraient pas assez « entrepreneurs d'eux-mêmes », pas assez « leaders de leur propre vie », pas assez « mobiles » pour le dire dans le lexique managérial qui est devenu légion. Une fois ces présupposés assimilés par la notion d'exclusion, il devient facile d'avancer qu'il n'existe pas de « classe sociale » de précaires et de prétendre pouvoir régler la question sociale en imposant des dispositifs individualisés et particularisés « d'insertion » comme l'ont longtemps fait des auteurs comme Rosanvallon (puisque'il n'y a pas de « classe » mais que des « individus », les réponses devraient être « individualisées »)². Et d'ailleurs, insertion dans quoi ? Car l'on peut légitimement se demander s'il reste une classe moyenne dans laquelle réinsérer quoique ce soit (Maurin, 2009). Si elle a existé, elle se délite progressivement comme l'a montré depuis longtemps Robert Castel (1995). Les digues qui la séparent du précaire s'estompent peu à peu : allongement du temps de travail (dont le raccourcissement avait eu pour effet précisément d'augmenter l'espérance de vie), abaissement des salaires ou du seuil du salaire minimum, multi-emploi contraint, raréfaction des CDI au profit d'une gamme de plus en plus sophistiquée de CDD, remise en cause du droit du travail (grevant la productivité) ... Cela au nom de la réalité : *Tout le monde doit contribuer à l'effort collectif*

² (1995). Osons le répéter, cette (sous)classe de précaires, sans papiers, sans emplois, sans CDI, sans protections, existe bel et bien et ne cesse de s'accroître sans pour autant, c'est vrai, s'identifier en tant que telle.

pour sortir de la crise. Il est plus que nécessaire de rompre aujourd'hui précisément toutes ces digues qui sont autant de freins à la croissance. Nous n'avons pas le choix, soyons pragmatiques ...

A ce sujet, la puissance critique des *anciens* mouvements homosexuels interrogent également au regard des revendications de leurs petits frères contemporains lesquels réclament non pas que soient revues une série d'institutions, comme le mariage, mais au contraire qu'elles leurs ouvrent leurs portes. Comme l'indique Marta Roca, l'avènement du Sida, lequel a correspondu à un rapprochement puissant d'une série de structure avec l'État pour en appuyer l'action préventive et sanitaire, fut également ce moment charnière à partir duquel il fut de moins en moins question pour les associations concernées de jeter des ponts avec les autres mouvements d'émancipation. Jusqu'alors se faisaient surtout entendre dans l'espace public des structures de défenses des *droits des homos* qui présentaient leur préférence sexuelle comme un choix quasi-politique et en tout cas subversif, manifestant le refus de se soumettre aux diktats et à la discipline d'une société bourgeoise, capitaliste et patriarcale pour laquelle le mariage avait toujours été l'instrument de la domination des hommes sur l'autre moitié de l'humanité. Pour reprendre les catégories mobilisées, l'enjeu était métacritique et radical. Là où les associations contemporaines militent pour que se retende en justice les épreuves juridiques relatives au droit à l'accession au mariage, les associations gays d'hier voulaient en changer. Mais sous la contrainte de la nécessité (le Sida), le bras de fer engagé avec un État aux institutions pourtant toujours patriarcales s'est mué en bras gauche de l'action publique.

A l'instar des autres mouvements évoqués, c'est la pression de la nécessité qui a conduit, partiellement malgré elles, un certain nombre d'organisations homosexuelles à se détourner de la question de la transversalité politique alors même qu'elles commençaient à jeter des ponts avec les luttes d'autres minorités. Le Sida était là, il fallait agir tout comme il fallait intervenir aux côtés des plus démunis pour ATD Quart-Monde, l'économie solidaire ou RESF.

Est-ce à dire qu'il faille pour autant jeter le bébé avec l'eau du bain, comme semble par exemple le faire Serge Latouche lorsqu'il traite de l'agriculture paysanne, des banques solidaires, des AMAP ou des SEL ? Selon lui en effet, l'ensemble de « ces entreprises sont condamnées tôt ou tard à disparaître ou à se fondre dans le système dominant. Elles perdent alors littéralement leur âme et finissent par être “instrumentalisées” par les pouvoirs publics, par leurs usagers (...) et même par leurs bénévoles. A défaut d'une décolonisation en

profondeur de l'imaginaire (...) elles retombent dans les ornières du monde de la marchandise » (2006, p. 199). La position de Serge Latouche a ceci d'étrange que, en dépit la très juste critique qu'il formule à l'égard des mouvements marxistes passés, irrémédiablement productivistes et industrialistes, elle semble ne trouver de salut que dans la posture toute théorique d'une âme précisément pure ne s'essayant à aucune pratique. Car agir c'est irrémédiablement risquer de se voir pollué par l'impur : l'économie, le marché, l'argent, l'État.

Le problème que posent à leur propre galaxie militante les collectifs de lutte apparus ces trente dernières années (devenus plus réformistes que révolutionnaires, mais avec un certaine radicalité) n'est pas celui de savoir quel visage est susceptible de prendre le « surhomme » vierge de tous les perversions du capitalisme. Il est bien plutôt celui de savoir s'il est possible de trouver des dénominateurs communs à leurs causes respectives et ce, pour évoluer vers une organisation commune.

En d'autre terme, la question que les collectifs que nous avons abordés posent aujourd'hui est la question du *politique* au sens cette fois le moins noble du terme : celui qui le renvoie à l'organisation du pouvoir. Car il est probablement un peu idéaliste de se contenter de magnifier cette force démocratique et cette « essence politique » dont tous ces collectifs seraient porteurs dans le proche. Comme l'écrit Alain Caillé, ils sont « politiques », certes. Mais où se trouve la forme organisationnelle à grande échelle qui leur permettrait d'ouvrir un dialogue avec les institutions européennes et nationales qui aurait d'autres buts que ceux de rendre les politiques publiques qui concernent leurs objets spécifiques (les homos, les pauvres,...) plus fonctionnelles et opératoires ? Tôt au tard il faudra bien poser la question du pouvoir, c'est-à-dire poser la question « d'une méta-association entre les associations existantes. Il faudra bien qu'émergent en somme, des associations spécialisées dans les problèmes d'ordre général dans la question du liant et de la transversalité » (Caillé, 2003). Car a force de faire comme si la démocratie *pratiquée* suffisait, on ne voit guère naître une parole commune susceptible de fournir un schéma collectif, comme le syndicalisme à l'époque, dans lequel les espoirs divers pourraient s'investir. Faute de recomposition politique (Botlanski, 2009) et d'incarnation dans un lieu (que tous pourraient investir démocratiquement et à tour de rôle), le pouvoir est pour ainsi dire dilapidé entre diverses chapelles qui s'opposent parfois les unes aux autres.

Pour cette raison précise, il est certainement erroné de penser que les « nouveaux mouvements sociaux » auraient tout compris là où les syndicats par exemple seraient complètement dépassés. Loin s'en faut. Il est très probablement une expérience politique et

une lucidité à l'égard du pouvoir que ces derniers ont acquis de longue date alors que les premiers persistent actuellement à camper une sorte de virginité morale quelque peu ingénue.

L'idée même de structuration fait peur. Elle évoque la déprise, la verticalité, la confiscation de la parole et l'allégeance obligée à une ligne idéologique fixe. Les luttes de Greenpeace, des groupes homosexuels, des altermondialistes, de No Vox, du logiciel libre (etc.), rassemblent toujours davantage de militants et de bénévoles qui veulent être efficaces *ici et maintenant* sans plus croire aux lendemains qui chantent. Mais au delà de l'indignation morale qui pousse les un et les autres à s'investir, pour ainsi dire, dans de la politique en acte, quels sont les modes d'expression, les relais politiques ? Les grands progrès sociaux ne sont jamais advenus par de la bonne volonté morale mais par le recroisement d'intérêts biens compris de groupes sociaux dans une lutte politique déclarée. Or aujourd'hui force est de constater que s'il existe un tel fossé entre représentants politiques et société civile, c'est aussi parce que les manifestations indignées de celle-ci peinent à transiter de la diversité sociale et du *pathos* moral qui les caractérisent à la formalisation d'une lutte et d'un *logos* politique commun.

Oser affronter la question de l'organisation et du pouvoir donc, tout en conservant son essence populaire, voilà peut-être le pari à venir de ces « nouveaux mouvements sociaux » pour devenir réelle force de proposition politique. Une proposition qui n'omet pas de s'inquiéter de démocratie comme bien souvent la gauche radicale a pu omettre de le faire en visant une révolution prolétarienne qui ne s'encombre pas de la voix du prolétaire.

Marx ?

La force historique du mouvement ouvrier a été de pouvoir « nommer » sa commune condition d'existence, le substrat de la multitude d'injustices dont les salariés, principalement, étaient victimes : l'exploitation. La puissance ce mouvement qui, depuis le XIX^e Siècle, a permis d'obtenir tant sur le terrain social était précisément d'avoir été nourrie par des individus que toute leur expérience communs poussait à s'unir pour faire porter une voix collective, au delà de leurs quartiers ou de leurs usines. Aujourd'hui, se reconnaître des raisons communes de lutter n'est plus si simple dans une société salariale extrêmement hétérogène, qui va des mieux protégés aux plus précaires, et qui englobe une grande part de l'éventail des revenus. La multitude des injustices subies semble plus radicalement diverse et l'injustice au travail

n'eqrt plus perçue comme le substrat commun qui les connecte toutes. Ce déficit d'unité découlant de l'invisibilisation des motifs communs de lutte se traduit jusque dans l'engagement associatif. Jusqu'à présent, qu'il s'agisse des épargnants de la finance solidaire, des parents de RESF ou des bénévoles d'ATD quart-monde, l'altruisme ou le plaisir du lien social prévaut parmi les motifs de l'engagement .. La tentation est grande de laisser aux mains des institutions (capitalistes) le réel pouvoir politique pour se contenter de la *politique du proche* modeste et ordinaire, mais souvent plus immédiatement efficace.. or le monde jusqu'à présent n'a jamais pu être réellement transformé que là où des intérêts biens perçus, et collectivisés, parvenaient à faire violemment effraction dans les rapports de force institués.

Si quelque chose comme une classe ouvrière est parvenue à faire front et à contraindre les États à réguler l'économie, à légiférer sur le marché du travail, à créer des systèmes de sécurité sociale (etc.), c'est parce qu'elle a pu développer, sous la pression de la nécessité immédiate, des institutions puissantes (partis et syndicats) susceptibles de transformer une force potentielle, en une force "en acte". En même temps, l'approche pragmatique nous redémontre – si besoin était - qu'il y a *aussi* une dimension morale, ou plus exactement, existentielle, dans l'action militante : sans cette conscience de "faire communauté" au sein d'un projet, l'acteur social est constamment sous la menace des défections individuelles et l'action collective est fragile.

C'est toujours la difficulté d'équilibrer ces deux dimensions de l'action protestataire qui est expérimentée dans les engagements militants, qu'ils soient "anciens" ou "nouveaux".

Bruno Frère et marc Jacquemain

